

Avenant du 12 septembre 2019

(Non étendu, applicable à compter de sa date de signature)

Signataires :

Organisation(s) patronale(s) :

FFP

Synofdes

Syndicat(s) de salariés :

FEP CFDT

SNEPAT FO

Préambule

Le présent avenant détermine les minima conventionnels annuels bruts.

Les partenaires sociaux de la branche des organismes de formation rappellent que toutes les entreprises, quelle que soit leur taille, définissent la politique salariale de leur structure en respectant les salaires minima conventionnels correspondant aux niveaux de classification auxquels les salariés sont positionnés.

Ils soulignent par ailleurs que les dispositions du présent avenant ont vocation à s'appliquer de manière égale aux femmes et aux hommes, conformément au principe d'égalité de traitement entre les femmes et les hommes.

Article 1 - Champ d'application

Le présent avenant s'applique à l'ensemble des entreprises et des salariés entrant dans le champ d'application professionnel et géographique de la convention collective nationale des organismes de formation du 10 juin 1988.

Ses stipulations s'appliquent aux salarié·e·s employé·e·s à la date de conclusion du présent avenant, ou embauché·e·s postérieurement à cette date.

Eu égard à son objet, il ne nécessite pas d'adaptation spécifique ou la mise en place d'un accord-type par la branche pour les entreprises de moins de 50 salariés.

Article 2 - Mention du minimum conventionnel sur le bulletin de salaire

Chaque entreprise matérialise à titre informatif et lisiblement sur chaque bulletin de paie mensuel le salaire minimum conventionnel annuel correspondant au niveau de classification de chacun·e des salarié·e·s qu'elle emploie.

Cette ligne doit permettre à chacun·e des salarié·e·s de mesurer l'évolution du minimum conventionnel de sa rémunération.

Article 3 - Augmentation des salaires minima conventionnels

Les salaires minima conventionnels annuels bruts de l'ensemble des catégories de salariés sont augmentés de 330 € bruts annuels (base temps plein et année civile complète), selon le tableau ci-après :

Catégorie de personnel	Niveau hiérarchique	Coefficient de classification	Minimum conventionnel 2019 (base : durée légale du travail)	
Employés Spécialisés	A1	100	18 597,63 €	
	A2	110	18 642,95 €	
	Qualifiés	B1	120	18 687,24 €
		B2	145	18 732,56 €
Techniciens	Qualifiés 1er degré	C1	171	18 815,83 €
		C2	186	20 025,37 €
	Qualifiés 2ème degré	D1	200	21 483,43 €
		D2	220	23 566,38 €
	Hautement qualifiés	E1	240	25 649,32 €
		E2	270	28 773,73 €
Cadres	F	310	32 939,62 €	
	G	350	37 105,51 €	
	H	450	47 520,22 €	
	I	600	63 142,30 €	

Article 4 - Durée, entrée en vigueur, révision et dénonciation de l'accord

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée. Il entre en vigueur à compter de sa date de signature.

Article 5 - Revoyure

Les partenaires sociaux conviennent de se rencontrer à nouveau avant la fin de l'année 2019 pour ouvrir la négociation obligatoire sur les salaires minimaux conventionnels pour l'année 2020.

Article 6 - Notification, dépôt et demande d'extension

À l'issue de la procédure de signature, le texte du présent accord est notifié à l'ensemble des organisations représentatives dans les conditions prévues par les dispositions du code du travail.

Le texte du présent accord est déposé en autant d'exemplaires que nécessaire au greffe du conseil de prud'hommes de Paris et à la direction générale du travail.

Les parties signataires en demandent l'extension la plus rapide possible au ministre en charge du travail.